



DÉLÉGATION SUISSE
PRÈS
L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

75007 PARIS, le
28, Rue de Martignac
Tél.: (1) 45.50.34.46
Téléfax (1) 45.51.01.49

25 septembre 1990

531.11 - RB/KH

NOTE AU BUREAU DE L'INTEGRATION, DFAE/ DFEP
ATTN M. L'AMBASSADEUR J. KELLENBERGER

Réunion informelle Chefs Délégations AELE,
Paris, 25 septembre 1990

En écoutant mes collègues (Suède et Norvège étaient représentées par adjoints de Chefs de Délégation absents), on gagne l'impression que ce pourrait être la Suède, et non la Norvège, aujourd'hui qui déclencherait l'effet de domino conduisant les pays nordiques à demander leur adhésion aux Communautés européennes.

A Stockholm, l'appréciation gagne du terrain selon laquelle face à une Commission et à une Communauté dans son ensemble intransigeante, un EEE qui satisfierait aux demandes de l'AELE ne pourra en définitive pas être obtenu. Trois facteurs conduisent à un accroissement du nombre d'adhérents, conservateurs, libéraux ou socio-démocrates.

- Les cercles paysans arrivent à la conclusion que leurs intérêts pourraient être mieux défendus par une Commission parlant au nom d'une Communauté européenne dont la Suède ferait partie (pression américaine au GATT).
- Investisseur aujourd'hui très important dans la Communauté, la Suède constate une forte réduction des investissements, notamment japonais, en Suède.
- Dans une situation économique mondiale aux perspectives incertaines, les syndicats suédois craignent que le désinvestissement en Suède ne conduise à des pertes d'emplois; un accès franc et immédiat au marché communautaire apparaît plus attrayant d'autant.


- 2 -

A Helsinki, la réflexion suit un cours parallèle sinon identique. La question débattue au sein de tous les partis, écologique excepté, est celle de savoir quand la Finlande devrait adhérer aux Communautés européennes et non pas si elle devrait le faire.

A Oslo, il ne semble y avoir que relativement peu de changement dans la constellation politique en matière d'adhésion. Cela à part peut-être les agriculteurs qui, comme leurs collègues suédois et finlandais, pensent pouvoir profiter d'une protection plus ferme par Commission interposée si la Norvège était membre des Communautés européennes. Dans l'hypothèse où la Suède et la Finlande devraient "basculer" dans le camp des adhérents, la Norvège n'aurait politiquement pas d'autre choix que de suivre.

Concernant la neutralité, le dégel Est-Ouest européen et une certaine détente en URSS à l'égard des Républiques à tendance indépendantiste conduisent les Etats neutres à réfléchir aux limites réelles que peut imposer la neutralité à une participation à une Europe communautaire politique. A cet égard, ce que Mme Thatcher a dit aux Suisses n'est passé inaperçu ni à Stockholm ni à Helsinki ni à Vienne.

Je rappelle qu'à Paris mes collègues de l'AELE s'expriment très librement et à titre largement sinon totalement personnel. En vous livrant ces quelques appréciations, je fais donc la réserve d'usage quant à leur conformité avec les positions gouvernementales respectives qui, elles, restent clairement que l'objectif à atteindre aujourd'hui est un EEE substantiel répondant aux exigences communes à l'ensemble de l'AELE.



E. Roethlisberger

./.

- 3 -

Copies:

- D F E P/ OFAEE: M. le Secrétaire d'Etat F. BLANKART
- Mission suisse auprès des CE, B r u x e l l e s,
attn M. l'Ambassadeur B. von TSCHARNER
- Délégation suisse près l'AELE & le GATT, G e n è v e,
attn M. l'Ambassadeur W. ROSSIER
- Ambassade de Suisse en Suède, S t o c k h o l m,
attn M. l'Ambassadeur A. RUEGG
- Ambassade de Suisse en Finlande, H e l s i n k i,
attn M. l'Ambassadeur O. UHL
- Ambassade de Suisse en Norvège, O s l o,
attn M. l'Ambassadeur H. KAUFMANN